

LA FRANCE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : 1939 – 1945

- En 1939, à la déclaration de guerre, pas d'enthousiasme comme en 1914
 - Il ne s'agit pas de se défendre contre une agression directe ou de reprendre des provinces perdues et bien des français ne comprennent pas pourquoi il faudrait « mourir pour Dandzig »
 - De plus la France est profondément divisée, si divisée que la nation même n'existe plus : il n'y a plus de volonté de partager un même avenir et d'exister en tant que nation libre
 - La mobilisation se fait dans l'ordre, certes, mais dans un climat de morne résignation.
- La défaite face à l'Allemagne est cuisante, véritable déroute qui ouvre une longue et difficile période d'occupation durant laquelle la vie quotidienne des français est bien rude.
 - La France traumatisée fait d'abord confiance au vieux maréchal Pétain qui instaure un nouveau régime, et l'entraîne dans la voie de la collaboration d'état.
 - Une minorité de français refuse la sujétion et le déshonneur et s'engage dans la résistance, les uns à l'extérieur de la France, à Londres, autour du général de Gaulle et dans la « France Libre », les autres dans les réseaux de résistance et les maquis.
- La seconde campagne de France, après le débarquement de Juin 1944, est longue et difficile mais la Libération tant attendue se déroule dans l'unité retrouvée et « la République rentre chez elle »

I. LA DEFAITE FRANCAISE ET L'INSTALLATION DU REGIME DE VICHY : SEPTEMBRE 39 – DECEMBRE 1940

A. LA FRANCE VAINCUE ET TRAUMATISEE : SEPTEMBRE 39-JUIN 1940

1°) La « drôle de guerre » : Passivité alliée de septembre 1939 à Mai 1940

- = 8 mois de calme plat sur le front. occidental : R.A.S., sauf une incursion française en Sarre avec repli immédiat, sans même avoir été refoulés, car stratégie exclusivement défensive et aucun appui anglais
- = « drôle de guerre » car guerre où l'on ne se bat pas

a) Les causes

1. côté allemand

- ⇒ Plans préparés pour une offensive en automne, puis en hiver, mais exécution reportée à nouveau cause des conditions météo mauvaises
- ⇒ L'Allemagne en profite pour renforcer son potentiel

2. côté allié

2.1. Certes, Une opinion publique peu enthousiaste et très divisée, surtout en France, contestant la poursuite d'une telle guerre

- par sympathie pour les dictatures fascistes (extrême Droite)
- par pacifisme (socialistes, syndicat national des instituteurs...)
- par néo-pacifisme (Droite qui a peur qu'une guerre victorieuse ne fasse le lit d'une révolution)
- par les communistes : le PCF dissous le 26 sept 39 dénonce la guerre impérialiste, réclame la paix, donne l'URSS et le pacte germano-soviétique en exemple
- parce que l'Allemagne ne semble pas vouloir la guerre ; Hitler ne cherche-t-il pas un accommodement ?
 - Hitler a fait des propositions de paix le 6 Oct. (proposition d'entériner le fait accompli en Pologne : refus allié
 - Aucune attaque allemande contre Fr.

2.2. Mais l'inaction alliée a d'abord été le fait des dirigeants. (l'opinion aurait sans doute donné plus qu'on ne lui a demandé)

- ⇒ Daladier et Chamberlain notamment
 - Ils veulent gagner la guerre sans la faire, sans prendre de risque
 - Ils comptent sur l'épuisement économique de l'Allemagne par le blocus et sur une supériorité matérielle ultérieure après réarmement ...
- ⇒ L'état-major français, qui préconise la défensive derrière l'imprenable ligne Maginot et les obstacles naturels...

b) l'inactivité n'est cependant pas totale

1. Le Conseil Suprême de guerre interallié

- ⇒ Réunion des dirigeants civils et militaires des deux pays
- ⇒ Une coopération entre alliés inefficace : longues discussions stratégiques sans conclusion la plupart du temps, avec deux idées centrales :
 - Attaquer l'Allemagne sur la périphérie et non frontalement en Europe de l'ouest (ex : l'affaiblir en Méditerranée, ou gêner son ravitaillement en Scandinavie ...)
 - Traiter l'URSS comme un ennemi au même titre que l'Allemagne, puisqu'elle ravitaille l'Allemagne et profite de la situation pour reconquérir les territoires perdus en 1917.18 ...
 - ⇒ Rocambolesque projet d'offensive contre le Caucase pour le contrôle du pétrole de Bakou à partir de la Syrie en novembre 1939, lequel avorte d'ailleurs très rapidement ...

2. Quelques actions sans véritable envergure en Europe du N. (Débarquement à Narvik)

3. Quelques mesures économiques prises en France

- contrôle des changes,
- blocage des prix et des dividendes,
- dévaluation de 17 % ,
- commandes aux USA

c) conséquences de cette « drôle de guerre »

1. Le fléchissement du moral des troupes

- ⇒ A quoi bon une guerre que l'on ne fait pas ?
- ⇒ A quoi bon une guerre pour soutenir la Pologne désormais écrasée et même disparue ?
- ⇒ L'armée française pourrit sur place dans l'inaction et les soldats français, soumis à la propagande allemande, aspirent essentiellement à rentrer chez eux.

2. Un intérêt évident pour l'Allemagne

- ⇒ l'Etat-major allemand comprend que les franco-anglais ne sont pas prêts à se battre, ce qui est une bonne surprise car ils s'attendaient plutôt à des combats difficiles vus les souvenirs de la première guerre mondiale.
- ⇒ Hitler et Staline peuvent donc poursuivre leur expansion en Europe sans être gênés.

2°) La bataille de France : la débâcle (Mai-Juin 1940)

a) Des conceptions stratégiques opposées.

1. En France :

- ⇒ Une stratégie résolument défensive derrière la ligne Maginot et les obstacles naturels (Meuse, Ardennes) réputés infranchissables
- ⇒ A l'invasion des Pays-Bas et de la Belgique, Gamelin croit à une simple réédition du plan Schlieffen de 1914

2. En Allemagne, le Plan Manstein

- ⇒ stratégie offensive, fondée sur la mobilité et la rapidité d'unités motorisées (aviation, divisions blindées)
- ⇒ pénétration initiale en Belgique et aux Pays-Bas pour attirer le gros des forces adverses
- ⇒ attaque ultérieure dans les Ardennes et sur la Meuse, pour marcher ensuite sur Amiens et la Manche, afin de coincer les troupes franco-anglaises dans une tenaille, en les coupant de leurs arrières et en les prenant à revers

b) Une nouvelle guerre-éclair et l'effondrement de la France en 37 jours

1. L'offensive débute le 10 Mai 1940

→ invasion de la Belgique et des Pays-Bas, rapidement occupés

2. Le 13 Mai est lancée l'attaque des Ardennes

→ les divisions de panzers franchissent la Meuse à Dinant (Belgique) et à Sedan, avant de se rabattre comme prévu sur la Manche

3. Le 20 mai, les allemands ont atteint la Somme

3.1. La tenaille se resserre dans le nord de la France

- ⇒ La Belgique capitule le 28 Mai
- ⇒ Les franco-anglais refluent sur Dunkerque et s'avèrent incapables de briser l'encerclement du fait de la dispersion des blindés et du manque d'aviation, la GB se refusant à engager la RAF, de la mauvaise coordination des armées sans commandement unique. (En France, Gamelin est remplacé par Weygand dans la plus grande précipitation le 19 Mai)

3.2. DUNKERQUE 29 mai-4 Juin 1940

- 200 000 britanniques et 130 000 français sont embarqués vers la GB sous les bombardements allemands et en abandonnant sur place le matériel

- Hitler a refusé d'engager les panzers et fait arrêter l'offensive estimant que l'aviation suffirait à empêcher le départ de troupes britanniques, ce qui fut une erreur.

4. la ruée allemande vers le sud et l'ouest ensuite.

- ⇒ Le 7 Juin, le front français réorganisé sur la Somme est rompu, la supériorité allemande étant écrasante (100 divisions contre 50)
- ⇒ Un ordre de repli général est donné aux forces françaises ; le gouvernement français se replie sur Tours puis sur Bordeaux ; Paris, déclarée ville ouverte tombe le 14 Juin.
- ⇒ Ça et là quelques îlots de résistance française
 - Dans l'est autour de la ligne Maginot
 - Au passage de la Loire notamment à Saumur (Cadre Noir)
 - Dans les Alpes , suite à l'entrée en guerre de l'Italie le 10 Juin, une fois la victoire certaine pour l'Axe ...)
- ⇒ Partout ailleurs la Dérèglement
 - Véritable psychose, peur collective
 - Des millions de civils jetés sur les routes (charrettes, vélos ...)
 - Des soldats perdus, parfois sans armes
 - Une confusion tragique et une triste débandade
 - Un lamentable cortège bombardé et mitraillé par les stukas

5. La défaite est consommée, mais le gouvernement partagé

- ⇒ La France est en train de connaître la défaite militaire la plus grave de toute son histoire malgré les 92 000 militaires qui ont fait le sacrifice de leur vie
- ⇒ Une minorité, autour du Pt du Conseil Paul Reynaud, de Georges Mandel et du Général De Gaulle, préconise le maintien de la France dans la Guerre et la poursuite de celle-ci en Afrique du Nord, avec la GB. Pour cela, il faut signer une capitulation, c'est à dire un acte militaire qui n'engage que l'armée en France, mais pas un armistice qui constitue un acte politique liant totalement la France.
- ⇒ Une majorité se rallie à Pétain, ministre de la guerre, soucieux d'assurer la protection des français contre l'occupant et partisan de l'armistice que propose de demander le général Weygand.

3°) Les conséquences politiques et militaires de la défaite.

a) L'arrivée au pouvoir du Maréchal Pétain

- ⇒ Le 16 Juin, Paul Reynaud, isolé et n'ayant pu faire prévaloir son point de vue, démissionne de ses fonctions.
- ⇒ Le président Lebrun confie alors la présidence du conseil à Philippe Pétain
- ⇒ Le 17 Juin, celui-ci annonce son intention de demander un armistice à l'Allemagne.

b) L'acte de naissance de la Résistance française autour de De Gaulle

1. « L'appel du 18 Juin »

- ⇒ Le général De Gaulle, sous-secrétaire d'état à la guerre dans le cabinet Reynaud quitte Bordeaux pour Londres le 16 Juin
- ⇒ Le 18 Juin il lance un appel à la BBC pour adjurer les français de ne pas accepter l'armistice et pour les inviter à le rejoindre :
- ⇒ « Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France (...) Quoi qu'il arrive, la flamme de la Résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. »
- ⇒ Sur le champ, cet appel a une portée limitée car il est peu entendu

2. La naissance de la « France Libre »

- ⇒ discours du 30 Juin 1940
- ⇒ organe de direction de la Résistance française
- ⇒ Bientôt les territoires français d'Afrique et d'Océanie vont s'y rallier, les premiers volontaires se regroupant à Londres.

c) L'armistice de Rethondes

- ☛ Il est signé le 22 Juin à Rethondes, sur le lieu même de celui de 1918, et entre en application le 25 Juin.
- ☛ Les clauses en sont très dures.
 - La France est en partie occupée.
 - ☐ Occupation des 2/3 du territoire français par les allemands qui y exercent tous les droits (= 2/3 population française et 3/4 main d'œuvre industrielle)
 - ☐ Dans la zone dite « libre », au-delà de la ligne de démarcation, la présence allemande est plus discrète et le gouvernement de l'état français y fixe sa résidence, à Vichy.
 - La France doit payer l'entretien des troupes d'occupation
 - Elle doit livrer tous les ressortissants allemands réfugiés à la demande du Reich
 - Les prisonniers français (1.5 million) ne seront pas rendus avant la paix
 - La France conserve son Empire dont le sort ne sera réglé qu'à la paix (l'Allemagne n'a alors pas les moyens d'annexer cet Empire ...)
 - Le sort de la marine de guerre reste en suspens mais elle devra être rassemblée dans des ports à déterminer, démobilisée et désarmée sous contrôle italien ou allemand (Hitler ne veut pas brusquer les choses pour ne pas courir le risque qu'elle prenne la route de l'Angleterre)

d) Mers-El-Kebir : 3 Juillet 1940

1. Les faits

- ⇒ L'amirauté de la flotte française stationnée en Afrique du Nord dans la Rade de Mers-El-Kebir, (et tournant d'ailleurs le dos à la mer ...) refuse de désobéir à Vichy et de céder à l'ultimatum anglais qui lui propose soit de gagner un port britannique pour reprendre le combat, soit de gagner un port neutre ou des Antilles sous escorte britannique...
- ⇒ La flotte française est donc coulée sur place par les anglais, un tout petit nombre d'unités parvenant à s'échapper pour gagner Toulon ultérieurement

2. Conséquences

- ⇒ L'Allemagne ne risque donc plus de pouvoir utiliser ces unités navales ultramodernes contre la GB.
- ⇒ Forte vague d'anglophobie en France, entretenue par la propagande de Vichy et de l'Allemagne, bien sûr.

B. LA FIN DE LA III^{EME} REPUBLIQUE ET LA FONDATION DE L'ETAT FRANCAIS.

1°) La chute de la IIIème République.

→ Le contexte est favorable : une défaite d'une ampleur sans précédent et des français prêts à n'importe quelle solution pour sortir de leur cauchemar

a) Vichy, nouvelle capitale

- Le gouvernement et l'assemblée quittent Bordeaux occupée pour Vichy, ville de la zone non-occupée, proche de la ligne de démarcation et donc de la France occupée, disposant en outre du fait de sa spécialité thermale de la capacité d'accueil nécessaire aux services de l'état.
- Ce nouveau déménagement se fait dans la confusion la plus totale : effondrement général du pays, rupture de l'alliance avec la GB et de la parole donnée, manœuvres politiciennes

b) la mort de la III^{ème} République

- Le Parlement, sur 932 parlementaires, députés et sénateurs, compte 670 présents ; les autres sont déchus (communistes), retenus en Afrique du nord ou absents.
- Le 10 Juillet, Pétain obtient « *tous pouvoirs* » pour rédiger une « *nouvelle constitution de l'Etat français* » qui devra garantir « *les droits du travail, de la famille et de la patrie* »
 - 569 parlementaires pour (la droite, 90 socialistes et des radicaux)
 - 80 contre dont 36 socialistes et 13 radicaux
 - 20 abstentions
- Les républicains acceptent l'assassinat de la République et ce vote donne au nouveau pouvoir une apparence de légalité dans la mesure où la procédure de révision a respecté les formes prévues par la constitution de 1875.
 - Mais l'assemblée pouvait-elle se dessaisir de son pouvoir constituant pour le confier à un seul homme ?
 - Les français ne seront jamais consultés, jamais amenés à se prononcer sur la ratification des nouvelles institutions.

2°) La mise en place du régime de Vichy et la Révolution Nationale

a) Trois nouveaux dirigeants

1. Pétain

- ⇒ Une popularité immense lorsqu'il accède au pouvoir à 84 ans ...
- ⇒ Le seul survivant des généraux de la Grande Guerre, le vainqueur de Verdun en 1916, le restaurateur du moral des troupes en 1917, promu Maréchal de France en 1918.
- ⇒ Ministre de la guerre en 1934, il exerce une grande influence au plus haut niveau pour faire adopter une stratégie de guerre de position défensive.
- ⇒ Un homme très lié aux milieux de droite ; ambassadeur auprès de Franco, il apparaît comme un recours possible pour l'extrême droite, et se présente en 1940 comme le sauveur .
- ⇒ Un homme secret et autoritaire qui a le goût du pouvoir.

2. DARLAN

- ⇒ Amiral et commandant de la flotte, très anglophobe
- ⇒ Carrière dans les cabinets ministériels de la III^{ème} république
- ⇒ D'abord adversaire de l'armistice, il s'y rallie rapidement
- ⇒ Il devient vice-président du Conseil de Pétain de Décembre 1940 à Avril 42

3. LAVAL

- ⇒ Le seul à avoir véritablement un réel passé d'homme politique
- ⇒ Avocat, député socialiste d'Aubervilliers en 1914
- ⇒ Après 1918 il évolue vers le centre-droit et la droite et devient Président du conseil en 1935

- ⇒ Habile manipulateur d'hommes, intrigant (jouant notamment un rôle important en Juillet 40), il est pacifiste depuis toujours et partisan d'une réconciliation franco-allemande ; il devient bientôt le grand artisan de la collaboration avec l'Allemagne.
- ⇒ Il est vice-président du Conseil de Pétain de Juillet à Décembre 1940, évincé à cette date, imposé par les allemands à ce poste en Avril 1942 ; il exerce en fait la fonction de chef du gouvernement

b) La « Révolution Nationale »

1. Les principes

1.1. L'Ordre moral

- ⇒ Ambiance généralisée d'expiation et de moralisme clérical (développement du thème selon lequel la France est châtiée pour ses fautes : déchristianisation, démocratie, industrialisation ...)
- ⇒ Influences maurassiennes évidentes

1.2. Travail, Famille Patrie.

- Devise qui remplace les trois termes de la devise républicaine
- Elle devient le symbole de la pensée réactionnaire, alors que chacune des notions en elle-mêmes ne le sont pas)

☛ La famille

- Doit être nombreuse et bénéficier de la protection de l'état ;
- Le divorce est rendu plus difficile et l'avortement particulièrement réprimé.
- La mère est célébrée (fête des mères) et la mère au foyer favorisée (création d'une allocation de salaire unique en 1941)

☛ Le travail

- Hostilité au principe de la lutte des classes et dénégation de l'existence même de celles-ci
- Organisation du travail fondée sur le corporatisme (Charte du travail de 1941 : cf. ci-dessous)
- Une vision réactionnaire du monde du travail
 - ☐ Exaltation de la terre et du travail des paysans (« La terre ne ment pas »)
 - ☐ L'artisanat considéré comme la forme la plus noble du travail

☛ Le Culte du Chef, le maréchal Pétain en l'occurrence

2. Les instruments.

2.1. Elle doit s'appuyer sur la jeunesse

- ⇒ Institution des chantiers de jeunesse qui remplacent le service militaire (durée de 8 mois à l'âge de 20 ans avec des occupations uniquement agricoles et forestières + éducation civique ...)
- Pour les uns, c'est un embrigadement politique de la jeunesse,
- Pour les autres l'ébauche d'une armée nouvelle qui pourrait ensuite reprendre la lutte.
- Qu'importe puisqu'ils seront dissous en 1943 ...
- ⇒ L'enseignement sous contrôle
 - L'enseignement laïc est démantelé et surveillé
 - L'enseignement des congrégations religieuses est à nouveau autorisé et il est subventionné.

2.2. Elle doit s'appuyer sur les anciens combattants

- Regroupés en une « légion des combattants », prêtant serment de fidélité
- Elle participe dans chaque ville ou village à la mise en place du régime.

3. Les soutiens du régime

Ils sont d'origine très diverse mais se caractérisent par leur hostilité commune à la III^{ème} République, et par une coloration conservatrice ou réactionnaire très marquée.

- Soutien passif d'une grande partie de l'opinion
 - Popularité de Pétain à l'origine, thème du « Sauveur », du « Recours »
- Soutien actif de l'ancienne droite parlementaire
- Soutien actif de l'extrême-droite
 - Soutien de « l'Action Française » pour qui la chute de la république est une « divine surprise »
- Soutien d'hommes séduits par l'anticommunisme
- Soutien de patrons hantés par le souvenir du front populaire de 1936
- Soutien de nombreux technocrates, techniciens et ingénieurs, méprisants à l'égard des partis, et croyant en l'efficacité du nouveau régime
- Soutien de l'Eglise, la hiérarchie notamment

c) Une politique de réaction et d'exclusion

1. Sur le plan politique, mise en place d'un régime autoritaire et répressif

1.1. Les « Actes constitutionnels »

- ⇒ 1^{er} acte : disparition de la présidence de la République
- ⇒ 2^{ème} acte : suppression du régime parlementaire ; le pouvoir législatif est confié au maréchal
- ⇒ 3^{ème} acte : maintien des deux chambres en fonctions toutes théoriques (elles ne seront plus réunies)
- ⇒ 4^{ème} acte : Pierre Laval est promu successeur éventuel du Maréchal (son « dauphin »)
- ⇒ 5^{ème} acte : Création d'une cour de justice pour juger les responsables de la défaite.
 - Concentration des pouvoirs entre les mains du chef
 - Pétain est chef de l'état et chef du gouvernement et il concentre entre ses seules mains les pouvoirs exécutif, législatif et constituant : la démocratie a fait place à une dictature personnelle et à l'autoritarisme

1.2. les mesures autoritaires

- ⇒ Libertés suspendues
- ⇒ Instauration du délit d'opinion (poursuites contre les communistes)
- ⇒ Arrestation possible sur simple décision administrative (préfet)
- ⇒ Censure stricte
- ⇒ Dissolution de tous les partis politiques
- ⇒ Autorisation de révocation des fonctionnaires qui devront plus tard prêter un serment de fidélité
- ⇒ Interdiction des sociétés secrètes (mesure qui vise surtout la franc-maçonnerie ; les fonctionnaires doivent jurer qu'ils n'en font pas partie)
- ⇒ Création d'une Cour martiale qui condamne le général de Gaulle à mort par contumace
- ⇒ Arrestation et emprisonnement des dirigeants de la III^{ème} République,
 - accusés d'être responsables de la défaite, Blum, Daladier, Reynaud, Gamelin sont mis en jugement en 1942 devant la Haute Cour à Riom,
 - Aucun verdict cependant, car les accusés se sont transformés en accusateurs
 - Pétain interne les accusés, puis les livre à l'Allemagne ...
- ⇒ Disparition totale du principe électif et généralisation du principe nominatif (les maires des communes de plus de 2000 habitants et les conseillers généraux ne sont plus élus mais nommés par le gouvernement)

2. Réaction sociale et politique d'exclusion

2.1. Une politique anti-ouvrière

- ⇒ Dissolution de toutes des organisations professionnelles, syndicats en tête bien sûr
- ⇒ Interdiction de la grève et du lock-out
- ⇒ Application de la Charte du travail (Octobre 1941) qui met en place un système corporatif avec 29 « familles professionnelles »
- ⇒ Dans l'agriculture, la corporation est seule autorisée à fournir les semences, les engrais, les outils et c'est elle qui fixe les prix et commercialise la production

2.2. Une politique xénophobe

- ⇒ Révision des naturalisations accordées depuis 1927

2.3. Une politique antisémite

En zone occupée, l'antisémitisme est à l'initiative des nazis, en zone non occupée, ils est à l'initiative de Vichy

- ⇒ 03.10.1940 : Publication d'un "Statut des Juifs", renforcé en Juin 1941 (sans pression allemande)
 - recensement obligatoire
 - mise à l'écart de la fonction publique
 - numerus clausus¹ à l'Université et dans de multiples activités (commerce, professions libérales, presse, spectacles...)
- ⇒ 04.10.1940 : Autorisation d'internement des juifs étrangers dans des camps de concentration sur décision administrative (ils vont y rejoindre les réfugiés républicains espagnols pour qui ils avaient été conçus à l'origine, au moment de la guerre civile espagnole)
- ⇒ Mars 1941 : Création d'un "commissariat aux questions juives" puis d'une "police des questions juives"
- ⇒ Mai 1941 : 3700 juifs arrêtés à Paris

3. Les mesures économiques

- ⇒ La France doit verser 400 millions par jour pour les troupes d'occupation soit 48 % du revenu national quotidien de 1939
- ⇒ Instauration du rationnement (1800 calories par jour en 1939), à cause de la diminution de la production et des réquisitions allemandes, et avec pour conséquence immédiate la naissance d'un marché clandestin ou marché noir
- ⇒ Blocage des prix et des salaires

3°) Politique extérieure

a) avec l'Allemagne, amorce de collaboration

1. l'impuissance face aux pressions allemandes

1.1. en zone occupée, l'Allemagne outrepassa vite les conditions de l'armistice

- annexion de l'Alsace Lorraine
- expulsion de 180 000 alsaciens lorrains
- autorité accaparée par l'Abwehr (service secret de renseignement de l'armée) et la Gestapo (police secrète d'état)

1.2. en zone non-occupée

¹ Numerus clausus : limitation administrative du nombre

- chantage aux prisonniers de guerre
- pressions sur la ligne de démarcation (plus ou moins grande rigueur, fermeture éventuelle)

2. La rencontre Pétain-Hitler de Montoire le 22.10.1940

- On y parle de collaboration sans la définir
- Rien n'en sort sinon une nouvelle condamnation de De Gaulle par Pétain qui se refuse à intervenir militairement contre la GB
- Il reste surtout la fameuse photographie de la poignée de main Hitler-Pétain ; ce geste va couvrir de l'autorité du maréchal Pétain une attitude de collaboration active souhaitée par Laval, Pétain semblant initialement être plutôt favorable à une neutralité bienveillante.

b) avec les anglo-saxons

1. avec la GB

- ⇒ La GB essaye de maintenir les ponts avec Vichy mais rompt en Octobre quand Laval remplace Baudouin aux affaires étrangères car c'est un ultra de la collaboration qui envisage sérieusement une alliance militaire avec l'Allemagne contre la GB

2. avec les USA

- ⇒ Ils mettent en garde le maréchal Pétain contre les dangers de la collaboration après Montoire et tentent jusqu'au bout d'éviter la rupture
- ⇒ Ils ont parallèlement de très mauvaises relations avec De Gaulle, Roosevelt estimant que ce personnage est un va-t-en-guerre, un ambitieux animé par la volonté de mener à bien des desseins personnels

Quand le 13 Décembre 1940 Pétain renvoya Laval et le fit arrêter, il semblait que l'emportait sa conception d'une collaboration modérée qui était selon lui la condition de la survie.

C. LES DEBUTS TRES DIFFICILES DE LA RESISTANCE

1°) En France, l'opinion se dégage lentement du traumatisme de Juin

a) les facteurs défavorables à l'organisation de la résistance

- ⇒ La confiance aveugle dans le maréchal Pétain, la majorité des français acceptant la révolution nationale même si elle refuse, passivement, l'occupation
- ⇒ Le mythe du « double jeu » : Pétain accepterait en façade les conditions allemandes mais préparerait dans l'ombre la libération ...
- ⇒ La rigueur de l'occupation et l'ampleur des préoccupations du quotidien
- ⇒ L'absence de syndicats et de partis
- ⇒ L'attitude du PCF
 - Il dispose déjà d'une organisation clandestine
 - Mais il reste fidèle à la position du Komintern, ménage les allemands puisqu'ils sont alliés de l'URSS, dénonce la guerre impérialiste, condamne l'état français réactionnaire ; le PCF a une attitude particulièrement ambiguë puisqu'il va même négocier avec les allemands pour tenter d'obtenir la réparation de l'Humanité !!!

b) quelques facteurs favorables cependant

- ⇒ La GB a tenu
- ⇒ La BBC apporte un peu d'espoir

- ⇒ Le mécontentement est attisé par les conditions matérielles et morales de plus en plus précaires

c) de rares mais courageuses manifestations de résistance

- ⇒ C'est le fait d'isolés aux orientations politiques diverses
- ⇒ Diffusion de tracts, quelques manifestations mal coordonnées
- ⇒ Première opposition sérieuse : une manifestation étudiante à Paris, le 11 Novembre 1940, brutalement dispersée par les allemands

2°) A Londres, De Gaulle a encore peu d'audience

a) Churchill et De Gaulle

- Churchill aurait préféré disposer d'une plus haute personnalité civile ou militaire mais il doit bientôt se résigner, le 28 Juin 1940, à accepter De Gaulle comme le « Chef de tous les français libres »
- Les relations entre les deux hommes ne seront pas faciles
 - ⇒ De Gaulle est une forte personnalité d'un nationalisme ombrageux et ne veut en aucun cas apparaître comme une créature des anglais
 - ⇒ Churchill est lui aussi un homme de caractère et les divergences d'intérêt entre la France et la GB sont parfois considérables :
 - Churchill à De Gaulle, le 04.06.1944 :

« De Gaulle, dites vous bien que quand j'aurai à choisir entre vous et Roosevelt, je préférerai toujours Roosevelt ! Quand nous aurons à choisir entre les français et les américains, nous préférons toujours les américains ! Quand nous aurons à choisir entre les européens et le grand large, nous choisirons toujours le grand large »
- Entre les alliés et De Gaulle, les crises sont fréquentes
 - ⇒ De Gaulle envisagera même un temps de transférer son siège à Moscou
 - ⇒ Il est tenu à l'écart de la préparation du débarquement en Afrique du Nord en 1942

b) L'organisation des « Forces Françaises Libres » (FFL)

1. Accord Churchill-De Gaulle du 7 Août 1940

- Les FFL sont autonomes, non intégrées aux forces anglaises, sous autorité d'un organisme civil français

2. Dans l'empire, les ralliements à la France Libre se font lentement

- Tchad
- Cameroun (Sécession du capitaine de Haute-Clocque, dit Leclerc
- Nouvelles Hébrides et Tahiti en Septembre
- Mais l'AOF reste fidèle à Vichy (et une tentative de coup de force anglo-français libres à Dakar tourne court : De Gaulle est particulièrement déçu pour ne pas dire abattu)

3. Un rôle modeste mais glorieux et surtout symbolique

- Cf. le général Leclerc au Tchad ou en Libye
- Cf. le général Koenig en Libye à Bir-Hakeim
- Cf. le général Catroux en Syrie

c) Les relations avec la France métropolitaine sont d'abord limitées

1. De Gaulle dénie toute légitimité au régime de Vichy

→ Création d'un « Conseil de Défense de l'empire » dépositaire provisoire de la souveraineté le 16 Novembre 1940

2. Deux moyens de relation avec la France métropolitaine

- La radio (De Gaulle sera d'abord une voix)
- Les réseaux de renseignement un peu plus tard (ex : la « Confrérie Notre-Dame » du colonel Rémy qui parachutera hommes et émetteurs à partir de l'été 41

II. LA FRANCE SOUS L'OCCUPATION

A. LA DEGRADATION DES CONDITIONS DE VIE DES FRANCAIS SOUS L'OCCUPATION

1°) Les villes sont particulièrement touchées

a) Les problèmes de ravitaillement

1. pénurie de biens de consommation de première nécessité

- Cause : baisse de la production + prélèvements allemands
- Manque cruel d'aliments, vêtements, chaussures, savon, charbon
- Queues devant les magasins ... pour ne rien obtenir parfois
- Dégradation de la qualité des produits : consommation de rutabaga, navet, pain noir
- Circonstances aggravantes :
 - ⇒ si le mari est prisonnier ou la femme est sans travail , si l'on est démuné ou isolé.
 - ⇒ avec les années qui passent ; ainsi au début 44 la situation est dramatique (la ration de pain de 125 grammes n'est plus assurée qu'à concurrence de 25 grammes seulement)

2. Les palliatifs : « Le système D », la Débrouille ...

2.1. Consommation de produits de substitution : des « ersatz »

→ le topinambour habituellement réservé aux animaux, les chaussures à semelle de bois, le gazogène pour les voitures, à la place de l'essence ...

2.2. Recours au marché noir

- une clientèle limitée du fait des prix très élevés, 10 % de la population peut-être
- commerçants et intermédiaires s'enrichissent (les « BOF » : Beurre Œufs Fromage)

2.3. Recours aux campagnes

- Les citoyens s'y rendent en quête de ravitaillement mais ils sont souvent mal accueillis par les agriculteurs, sauf s'ils sont prêts à payer des sommes considérables ou s'ils apportent en échange des produits recherchés (tabac, postes de radio ...)
- Réapparition du troc
- Enrichissement des paysans

b) Dégradation de la situation sanitaire et démographique

- ⇒ Augmentation de la tuberculose
- ⇒ Multiplication des maladies de carence et des problèmes de croissance chez les adolescents
- ⇒ Augmentation de la mortalité infantile et générale à cause de la sous-alimentation
- ⇒ Diminution de la fécondité et de la natalité

c) Climat d'insécurité

- ⇒ Occupation allemande très dure : répression, rafles ...
- ⇒ Les bombardements alliés de plus en plus nombreux en 1944 sur les industries, les moyens de communication, les ports, donc sur les villes.

2°) Les campagnes souffrent moins

- Elles ont les faveurs du nouveau régime
- Elles apparaissent comme des réservoirs de forces dans une France qui s'anémie
 - ⇒ La natalité s'y maintient mieux
 - ⇒ Les problèmes de sous-alimentation y sont moins cruciaux et la mortalité plus faible
 - ⇒ Enrichissement par les trafics alimentaires divers
 - ⇒ La guerre et l'occupation ont donc permis un véritable transfert d'influence et de richesse vers les campagnes ; c'est en quelque sorte comme une revanche sur la ville et les citadins (front populaire, congés payés)

B. VICHY ET LA COLLABORATION

1°) Les nouvelles conditions de l'année 1942

- A partir d'Avril 1942, avec le retour de Laval au gouvernement, la politique de collaboration s'intensifie.
 - Sous la pression des nazis, Pétain accepte de créer la fonction de chef du gouvernement pour Laval, lui-même restant chef de l'état et Darlan son Dauphin
- Après le 22 Juin 1941 et l'attaque allemande sur l'URSS, les exigences nazies sont de plus en plus pressantes et conduisent à une collaboration de plus en plus étroite
- Le 8 Novembre 1942, le débarquement allié en Afrique du Nord modifie encore la situation
 - Le 11 Novembre, Hitler fait occuper la zone sud,
 - L'apparence de souveraineté du régime de Vichy sur la zone dite libre disparaît brutalement
 - La flotte française de Toulon, refusant de tomber aux mains des allemands et de rejoindre la France libre, se saborde dans la rade
 - L'éventuel « double jeu » de Pétain n'est à l'évidence qu'un mythe incohérent et indéfendable : Il aurait fallu qu'il parte pour l'Afrique du nord pour rester crédible. Les choses sont désormais très claires ...
 - L'entrée au gouvernement de « collaborationnistes » conduit à la radicalisation du régime

2°) Les formes de la collaboration

a) La collaboration idéologique

- ⇒ Des partis collaborationnistes :
 - Le RNP, Rassemblement National Populaire de Déat
 - Le PPF, Parti Populaire Français de Doriot
 - Le Parti franciste de Bucard
- ⇒ Des Intellectuels comme Drieu la Rochelle ou Brasillach, attirés par le fascisme ou le nazisme
- ⇒ La collaboration mondaine : Le « Tout-Paris » s'affiche volontiers avec les allemands (Sacha Guitry au théâtre, Maurice Chevalier au Music-Hall) Certains n'hésitent pas à se rendre en Allemagne

b) la collaboration économique

1. Les livraisons à l'Allemagne

- ⇒ soutien du CGPF (patronat français) à la collaboration

- ⇒ Livraisons à l'Allemagne de denrées alimentaires et de fabrications de guerre (Louis Renault, Marius Berliet)
- ⇒ Accords Speer-Bichelonne : les entreprises qui travailleront à 80 % au moins pour l'Allemagne verront leur main d'œuvre protégée contre le risque de déportation
- ⇒ Paiement de « frais d'occupation » de plus en plus importants (400 millions de francs en 1940 et 700 millions en 1944)

2. Le problème de la main d'œuvre

- ⇒ Au printemps 42 l'Allemagne exige 250 000 travailleurs
- ⇒ Laval croit ruser en proposant le système de **la relève** : Pour un ouvrier qui part, un prisonnier français libéré ; Hitler ramène le troc à 1 contre 3, et ne s'estime ensuite nullement lié par cet accord de toute manière peu efficace pour le transfert de la main d'œuvre
- ⇒ En 43, sous la pression des allemands , Laval doit organiser le **STO**, Service du Travail Obligatoire :
 - les hommes nés entre 1920 et 1922 sont réquisitionnés pour aller travailler en Allemagne dans les entreprises
 - 700 000 hommes seront ainsi des déportés du travail (l'Allemagne libérant 10 000 prisonniers ...)

c) La collaboration administrative et politique : le déshonneur et la honte

→ De 1940 à 1944 , l'administration française obéit aux ordres de Vichy (forces de police, services préfectoraux)

1. Le contrôle allemand sur le gouvernement

- ⇒ Laval imposé à Pétain
- ⇒ Contrôle a priori des allemands sur les décisions du gouvernement
- ⇒ L'Allemagne impose l'entrée d'ultras de la collaboration au gouvernement (Henriot, Darnand, Déat)

2. L'antisémitisme

- ⇒ Le 17 Juillet 1942, la police parisienne est mise à la disposition des allemands pour effectuer la rafle du Vel d'hiv (13000 personnes arrêtées, enfants compris, parquées au vélodrome avant de partir pour Drancy et pour les camps de concentration en Allemagne)
- ⇒ Vichy livre à l'Allemagne les enfants juifs, que l'Allemagne ne demandait pas ...

3. Le régime de Vichy devient de plus en plus un régime policier

- ⇒ Les étrangers emprisonnés dans les camps d'internement de la zone sud (républicains espagnols, juifs allemands) sont livrés aux nazis pour être déportés
- ⇒ Vichy livre les résistants à l'Allemagne et devient de plus en plus complice de la répression de l'occupant (en Janvier 44 les cours martiales disposent de procédures expéditives pour juger et condamner les terroristes à une seule peine possible : la mort)
- ⇒ **La Milice**, est créée en janvier 1943
 - Dirigée par Darnand
 - pour aider les troupes allemandes dans leur chasse aux résistants et aux juifs

d) La collaboration militaire

- ➡ Darlan signe les Protocoles de Paris En mai 1941
 - Ils donnent aux allemands des bases aériennes et maritimes en Syrie, AOF, Tunisie

- ➔ La LVF : Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme,
 - création en Juillet 41 par Doriot et Déat
 - va combattre sur le front russe sous uniforme allemand
- ➔ D'autres s'engagent dans la Waffen SS

Conclusion partielle

Au total la collaboration d'état est un échec

Elle n'a épargné à la France ni l'exploitation économique, ni la répression politique, ni les souffrances de tous ordres, et elle n'a pas davantage engendré une amélioration du sort des prisonniers.

Par contre elle a compromis le gouvernement français aux côtés des allemands, provoqué entre résistants et collaborateurs une véritable guerre civile, et profondément terni l'image de la France.

C. ORGANISATION ET DEVELOPPEMENT DE LA RESISTANCE.

1°) Les hommes de l'ombre : la résistance intérieure

a) Les caractères de la résistance intérieure clandestins

1. Objectifs fondamentaux : la libération du territoire et restauration de la liberté

Combat de patriotes contre l'occupation considérée comme insupportable, mais aussi contre l'oppression et la terreur : il s'agit aussi de faire renaître la liberté

2. L'organisation de la Résistance:

2.1. Autour de journaux clandestins au tirage croissant et liés :

- à des mouvements de résistance (Libération-Nord)
- à des partis politiques (l'Humanité, le Populaire)
- à des groupes professionnels (la Vie Ouvrière)
- à des démocrates chrétiens (Les Cahiers de Témoignage Chrétien)

2.2. Autour de réseaux

⇒ En zone occupée

- Des conditions très périlleuses
- Faible coloration politique
- Valmy, Libération Nord

⇒ En zone sud

→ L'absence des allemands jusqu'en Novembre 42 et la nature du régime de Vichy leur donnent une coloration plus politique

- Combat,
- Franc-Tireur (premiers maquis)
- Libération (beaucoup de socialistes et syndicalistes)

3. Les actions

3.1. La résistance des intellectuels

- « Le Silence de la Mer » de Vercors, premier chef d'œuvre de la littérature clandestine
- « Les Editions de Minuit », fondées par Vercors : diffusion de textes d'Aragon, de Mauriac
- Les Editions Seghers aussi
- « Les Nouvelles littéraires » de Jacques Decour, publiées à partir de Septembre 42

3.2. Les actions de réseaux

- tracts, journaux et propagande
- collecte de renseignements
- aide aux évadés, aux pilotes abattus : « passeurs »
- attentats et sabotages

b) Difficultés et problèmes de la Résistance intérieure.

1. Les problèmes de recrutement

1.1. les contraintes

- La vigilance et la prudence face à la vigueur de la répression
- La rancœur à l'égard des anglais, entretenue par la propagande de Vichy et des allemands, fondée sur le souvenir de Mers-El-Kebir, sur la liquidation apparente de l'Empire français, sur les bombardements des centres industriels français.

1.2. Les atouts et facteurs favorables

- ⇒ Le revirement du PCF.
 - Avec l'agression allemande contre l'URSS en Juin 41, le PCF, qui a déjà l'expérience de la clandestinité, passe dans la résistance
 - Nouvelle stratégie de « front national » de lutte contre l'occupant
 - Réseau Front national en zone Nord
 - Organisation des FTPF (Francs Tireurs Partisans Français) qui font des sabotages et attentats contre les allemands
- ⇒ l'institution du STO
 - Beaucoup d'hommes refuseront de partir travailler en Allemagne et préféreront gagner les maquis et combattre : la résistance augmente ainsi sérieusement ses effectifs

2. Une lutte obscure et clandestine

- ⇒ Courage et abnégation des combattants de l'ombre, peu nombreux, dispersés, dépourvus de moyens, décimés par les arrestations
- ⇒ Vie errante et cachée
- ⇒ Assimilation parfois à des conspirateurs ou des malfaiteurs
- ⇒ Une efficacité discrète et aucune gloire apparente
- ⇒ Le choix de l'humiliation acceptée, dépassée qui conduit aux martyrs ignorés

3. Le problème des relations avec Londres

- ⇒ Ces combattants se méfient un peu des conceptions des gaullistes qui voient en eux des combattants aux ordres du général et de ses services
- ⇒ Toutefois il leur faut bien
 - Un symbole unificateur, et De Gaulle est le mieux placé dans ce rôle
 - De l'argent et des armes, et seul Londres peut y pourvoir
- ⇒ Quant à la Résistance, c'est elle qui fonde la légitimité de l'action du général De Gaulle,
- ⇒ Il faudra bien s'entendre d'une façon ou d'une autre ...

2°) De Gaulle, l'homme de Londres, et la Résistance du dehors

a) De Gaulle se veut l'incarnation de la France et de la Résistance

- ⇒ L'affirmation d'un nationalisme qui est un défi à la réalité quotidienne :

- Un refus entêté de consentir à une réalité qui nie la grandeur de la France
- De Gaulle incarne en 1940 le mythe de la grandeur de la France, et il fallait tout de même pour ce rôle un orgueil peu commun, beaucoup d'audace et de ténacité, une volonté indomptable
- Evoquant en 1954 cette période, De Gaulle dira superbement : « *J'étais la France* »
- ➔ Pour retrouver son rang la France doit participer à la guerre, participer à la libération de son propre territoire
- ➔ Pour asseoir sa légitimité, De Gaulle doit s'appuyer sur les résistants, ces hommes de l'ombre qui se sacrifient pour la France.

b) De Gaulle tente de mettre de l'ordre dans les mouvements de résistance

- ➔ Plusieurs missions en France en 1941 avec la création d'un « Comité National Français » en Septembre 1941
- ➔ Création du BCRA (Bureau Central de renseignements et d'action militaire)
 - Pour cordonner et équiper la résistance
 - Pour organiser les actions à entreprendre
- ➔ L'action de Jean Moulin
 - Il est parachuté de 2 janvier 1942 comme représentant de De Gaulle et délégué du Comité National
 - ❑ Pour organiser techniquement la résistance
 - ❑ Pour animer un comité d'études sur les réformes à faire après la Libération
 - Il sera l'unificateur de la Résistance

c) Les problèmes qui se posent à De Gaulle

1. Avec la résistance

- Les communistes veulent garder leurs forces autonomes
- Les actions de la résistance entraînent de terribles représailles allemandes
- Elle dépend entièrement des anglo-saxons pour son ravitaillement

2. Avec les Anglo-saxons

2.1. Des atouts

- Staline reconnaît en Septembre 1942 le Comité National comme organe directeur de la France combattante
- Des succès des FFL en Libye avec Leclerc et à Bir-Hakeim avec Koenig

2.2. Des désagréments

- Les anglo-saxons, Roosevelt en tête trouvent De Gaulle très encombrant et s'en méfient
- Ils lui préfèrent le général Giraud, évadé en 1942 et dont ils voudraient faire l'interlocuteur des FFL (cf. ci-dessous)

3°) La Résistance renforcée devient un pouvoir de substitution à Vichy

a) Les Premières étapes de l'unification des mouvements de résistance

→ Rôle fondamental de Jean Moulin

1. Le MUR

- ⇒ Mouvement Uni de résistance (en zone sud)
- ⇒ Réunion des trois grands mouvements en Janvier 43

- Combat, d'Henry Frenay
 - Libération, d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie
 - Franc-Tireur, de E. Claudius-Petit, Marc Bloch et JP Lévy
- ⇒ « L'Armée Secrète » unit les organisations militaires des trois réseaux

2. Le MLN

- ⇒ Mouvement de Libération nationale (en zone Nord)
- ⇒ à dominante socialiste

3. Le Front National

- ⇒ regroupe les communistes qui conservent leur autonomie, de même que les FTPF de Charles Tillon

b) Deux organes décisifs

1. Le CNR

- ⇒ Le Conseil National de la Résistance, créé le 27 Mai 1943, proclame :
 - La continuité de la république
 - La nécessité de réformes démocratiques et sociales
 - La nécessité de la formation d'une autorité suprême sous la direction de De Gaulle
- ⇒ Présidé par Jean Moulin jusqu'à son arrestation suite à une trahison le 21 Juin 1943 ; torturé à mort par Klaus Barbie, il meurt pendant son transfert à l'hôpital
- ⇒ Présidé ensuite par Georges Bidault
- ⇒ Un soutien important pour De Gaulle

2. Les FFI

- ⇒ Forces Françaises de l'Intérieur, créées en Février 44 pour regrouper les forces combattantes
- ⇒ Dirigées par le général Koenig

III. LA FRANCE LIBÉRÉE : DU DEBARQUEMENT D'AFRIQUE DU NORD A LA CAPITULATION ALLEMANDE

A. LE DEBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD ET L'AFFRONTLEMENT DE GAULLE-GIRAUD

1°) Le débarquement en Afrique du Nord : 8 Novembre 1942

Un tournant de la guerre, comme le fut à l'est la bataille de Stalingrad ou dans le Pacifique le début de la contre-offensive US

a) Les opérations

- Opération Torch
- Préparation à l'insu de De Gaulle
- Le revirement de Darlan, qui se trouvait à Alger à ce moment là
 - Dans un premier temps il donne l'ordre de résister
 - Le 10, il fait cesser les combats
 - Le 13, il tourne les troupes françaises contre les forces de l'Axe et se proclame « Haut Commissaire dépositaire de la souveraineté française en Afrique du Nord », au nom du maréchal Pétain empêché ... mais il est désavoué par Pétain !

b) Les conséquences immédiates du débarquement en Afrique du nord

- L'armée française se trouve désormais replongée dans la guerre
- La riposte allemande est immédiate :
 - Le 11 Novembre 1942 la zone sud est envahie et occupée
 - Le 27 Novembre, la flotte française se saborde en rade de Toulon, refusant de rejoindre la France Libre comme de tomber aux mains des allemands ...
- L'éventuel « double jeu » de Pétain n'est à l'évidence qu'un mythe
- Darlan est assassiné à Alger le 24 Décembre 1942 dans des circonstances mal élucidées :
 - Possibilité de complot monarchiste au profit du comte de Paris
 - Participation d'agents gaullistes

c) L'affrontement De Gaulle – Giraud

1. Qui est le général Giraud ?

- ⇒ C'est un militaire, évadé d'Allemagne, et il dispose de nombreux appuis chez les officiers de l'armée d'Afrique du Nord
- ⇒ Soutenu par Roosevelt et Churchill qui estiment qu'il serait plus facilement malléable que De Gaulle, que les anglo-saxons jugent trop politique et trop encombrant.
- ⇒ Fidèle à l'esprit de la « Grande Muette », il se refuse à des options politiques autres que celles du gouvernement qu'il estime encore légitime, celui de Vichy ;
- ⇒ Condamné par les gaullistes qui lui reprochent
 - De tenir son pouvoir des américains, donc de leur subordonner la France
 - D'exercer ses pouvoirs au nom du maréchal Pétain (il a pris le commandement civil et militaire à la suite de l'assassinat de Darlan

2. Pour De Gaulle, une situation difficile, un temps désespérée

- ⇒ C'est avant tout un homme politique : conscient de représenter la légitimité nationale véritable, il n'a pas pour seul objectif la victoire contre les nazis, il veut aussi :
 - redonner à la France son rôle international
 - affirmer l'indépendance de la France à l'égard des anglo-saxons
 - former un gouvernement opposé à celui de Vichy
- ⇒ Ses appuis
 - Les militaires sensibles à la fierté intransigeante qu'il oppose aux anglo-saxons
 - La résistance intérieure, et le CNR, que ses choix pousse à soutenir De Gaulle plutôt que le conservateur Giraud
- ⇒ Le redressement et la victoire de De Gaulle
 - 30 Mai 1943 : création à Alger du CFLN : Comité Français de Libération Nationale, coprésidé par Giraud et De Gaulle (surtout un foyer d'intrigues)
 - 17 Septembre 1943 : mise en place à Alger d'une Assemblée Consultative Provisoire
 - désignée par les partis politiques et les mouvements de résistance
 - soutien moral et politique important pour De Gaulle
 - 1 Octobre 1943
 - Giraud abandonne la coprésidence, laisse De Gaulle seul, et se consacre désormais à des tâches strictement militaires

3. L'autorité de De Gaulle finalement incontestée

- ⇒ Janvier 1944 : réunion de la Conférence de Brazzaville pour poser les principes de l'évolution future de l'Empire
- ⇒ En Mars 1944
 - 2 communistes entrent au CFLN
 - Les FFI doivent regrouper tous les combattants de la résistance
- ⇒ Avril 1944 : droit de vote aux femmes
- ⇒ 2 Juin 1944 : Naissance du GPRF
 - Gouvernement Provisoire de la République Française
 - Il s'agit, juste avant le débarquement de Normandie, d'empêcher les anglo-saxons de prendre en main l'administration des territoires qui allaient être libérés
 - Les ministres représentent les diverses tendances de la Résistance

B. DU DÉBARQUEMENT DE NORMANDIE A LA LIBERATION DE PARIS.

1°) Le succès du débarquement allié en Normandie et des raisons

a) L'importance des moyens mis en œuvre

- ⇒ Bombardement massif sur les objectifs militaires et les voies de communication, et utilisation de troupes aéroportées sur les arrières
- ⇒ Une gigantesque armada de quelques 5000 navires et une technique du débarquement maintenant bien maîtrisée par les américains (Pacifique, Afrique du N, Italie)

b) Surprise et divergences du commandement allemand

- ⇒ Effet de surprise du débarquement en Normandie sur les rivages au sud de la Seine, alors que le Pas de Calais est plus proche de la Normandie et qu'il n'y a là aucun port maritime d'importance
- ⇒ Les divergences dans l'état-major allemand entre Rommel et Von Runsteadt facilitent l'installation d'une solide tête de pont alliée, les combats restant cependant très durs et les pertes lourdes.

c) un rôle important de la résistance

- ⇒ Renseignements fournis
- ⇒ Retard imposé à certaines unités allemandes avec sabotage et guérilla intensifiés coordonnés de Londres : cf. la « Bataille du Rail » des cheminots du réseau « Résistance fer »
- ⇒ La Résistance joue ensuite un excellent rôle d'auxiliaire des alliés
 - Libération des villes par les FFI, les alliés pouvant y entrer sans combattre
 - Résorption des poches et groupes dépassés par l'avance des blindés par les FFI
- ⇒ progression plus rapide des alliés.

2°) Le soulèvement des maquis précède et accompagne les débarquements

a) Rôle des maquis

- ⇒ Les maquis soulevés permirent de fixer d'abondantes troupes allemandes
- ⇒ Avant même le débarquement, des groupes de résistants, surtout FTPF, libèrent l'essentiel du SW, notamment le Limousin, les régions de Toulouse, de Montpellier et le couloir rhodanien

b) Une répression allemande sanglante et horrible

- ⇒ 17-26 Mars 1944 : anéantissement du maquis des Glières dans le nord des Alpes ; blessés et prisonniers massacrés.
- ⇒ Asq (Nord) : 89 exécutions après une explosion au passage d'un train
- ⇒ Tulle (9 Juin) 99 otages pendus publiquement
- ⇒ Oradour-sur-Glane (10 Juin) 634 morts
- ⇒ Maquis du Mont Mouchet en Auvergne : 3000 maquisards écrasés par une division blindée
- ⇒ Maquis du Vercors : exterminé par deux divisions blindées en Juillet 44, les blessés étant massacrés

3°) L'avance des Alliés

a) A partir de la Normandie

- ⇒ Tête de pont entre Caen et le Cotentin et prise de Cherbourg
- ⇒ Percée Avranches par les blindés de Patton le 25 Juillet
- ⇒ Amorçe d'un vaste mouvement d'enveloppement
 - Vers le sud puis l'est en remontant la Loire
 - Vers le NW en longeant le littoral de la Manche

b) A partir de la Provence

- ⇒ Le débarquement a lieu le 15 Août en Provence (La Corse a été libérée dès 1943)
- ⇒ La Première armée de De Lattre de Tassigny et la 8^{ème} Armée US libèrent Toulon et Marseille, foncent vers le nord et font leur jonction avec les armées de l'W le 10 Septembre

c) la libération de Paris

- ⇒ Insurrection parisienne le 19 Août avec grèves, barricades, occupation des bâtiments publics
- ⇒ Les alliés comptaient laisser Paris de côté, mais sur la pression française, la 2^{ème} DB de Leclerc libère Paris le 25 Août après une semaine de durs combats de rue des FFI ;

- ⇒ Paris est en liesse et De Gaulle remonte les Champs-Élysées
- ⇒ Von Choltitz capitule sans avoir détruit Paris comme Hitler l'avait exigé

Conclusion partielle

Fin Novembre 1944, Strasbourg est libérée, les territoires français et belges sont pratiquement intégralement reconquis, mises à part quelques poches de résistance allemande sur l'Atlantique (Royan, la Rochelle, St Nazaire, Lorient, Dunkerque ...) et une partie de l'Alsace

C. LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU GENERAL DE GAULLE JUSQU'À LA FIN DE LA GUERRE.

- Le régime de Vichy ne survit pas à la défaite allemande (Pétain est contraint par les allemands de s'installer en Allemagne du Sud en Août 1944)
- La république rentre chez elle
 - Le GPRF (gouvernement provisoire de la république française) proclamé à Alger le 2 Juin 1944, se transfère à Paris
 - Peu de temps après la libération de Paris, un nouveau gouvernement provisoire « d'unanimité nationale » est mis en place en Septembre 1944; il mêle des hommes de la résistance comme Georges Bidault, président du CNR², et d'autres issus des anciens milieux parlementaires.
- Le nouveau pouvoir doit alors
 - continuer la guerre
 - rétablir l'ordre
 - remettre en route l'économie
 - élaborer un nouveau système politique
 - réaliser les grandes réformes du programme de la Résistance

1°) Le problème du pouvoir

a) première préoccupation : éviter la tutelle américaine sur la France

- les USA considèrent que Vichy, gouvernement légal, s'est montré solidaire des allemands et que la France doit passer sous administration de l'AMGOT (Allied Military Government of the Occupied Territories). De plus, Roosevelt n'apprécie pas du tout De Gaulle qu'il considère comme un aventuriste et un dictateur potentiel, et il s'efforce toujours de le maintenir à l'écart ... mais en vain
- Le 25 Août au soir, De Gaulle est à Paris pour empêcher les alliés de prendre en main l'administration de la France
 - ⇒ le 26 Août il descend triomphalement les Champs-Élysées : la démonstration est faite du soutien populaire, donc de la légitimité du GPRF et de son chef !
 - ⇒ De Gaulle se refuse cependant à proclamer la République à l'Hôtel de ville de Paris ; selon lui le régime de Vichy n'avait aucune légitimité et lui même incarnait la France et la République aux pires moments de la défaite de 1940, et la République n'a jamais cessé d'exister à travers la France libre.
- Dans la France libérée il impose
 - ⇒ la révocation des autorités de Vichy remplacées
 - ⇒ leur remplacement par des autorités issues de la Résistance
 - ⇒ la prolongation de l'autorité du gouvernement provisoire puisqu'il est impossible de procéder à des élections démocratiques pour plusieurs raisons :
 - le territoire n'est pas encore totalement libéré

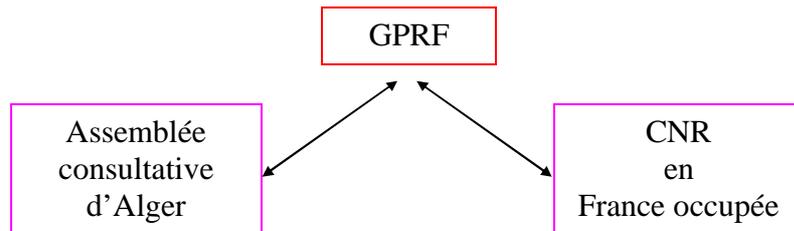
² CNR : Conseil National de la Résistance

- les prisonniers et les travailleurs du STO³ sont encore nombreux en Allemagne
- ➔ Constatant que la population française se rallie massivement à cette nouvelle autorité, les USA, le 23 octobre 1944, reconnaissent le GPRF comme le gouvernement légal de la France

b) L'effacement progressif de la Résistance

1. La Résistance, pouvoir de substitution à Vichy

1.1. Avant la Libération



1.2. Après la libération, le GPRF exerce son autorité :

- ⇒ sur les pouvoirs locaux
 - Commissaires de la république (préfets), nommés par le GPRF
 - Comités locaux et départementaux de libération (CLL et CDL)
- ⇒ sur les forces armées
 - FFL : Forces Française Libres, combattant avec les alliés
 - FFI : Forces Française de l'intérieur, (Armée secrète + FTPF⁴) c'est à dire forces armées de la Résistance intérieure.

2. Causes de l'effacement de la résistance

- ⇒ la volonté du général De Gaulle
- ⇒ son caractère minoritaire dans la nation, et le divorce grandissant entre la majorité de la population et des organismes qui ne représentent que la minorité résistante
- ⇒ la vocation même de la résistance dont le but était de libérer le territoire, mais qui n'a aucune volonté enracinée de s'engager dans le combat politique
- ⇒ sa division : incapacité à se constituer en parti important alors que les autres se reconstituent
- ⇒ le refus du parti communiste de donner à la résistance un prolongement révolutionnaire en vue de la prise du pouvoir

c) Les menaces révolutionnaires et le rétablissement de l'ordre.

1. Le GPRF doit se faire reconnaître à l'intérieur

1.1. un contexte de type prérévolutionnaire :

- les commissaires de la République trouvent en face d'eux dans chaque région des autorités de fait, les comités de libération, ainsi que des forces armées issues des FTP qui s'étaient constituées en « milices patriotiques »
- partout des hommes armés prêts à faire la révolution

³ STO = Service du Travail Obligatoire

⁴ FTPF = Francs-Tireurs Partisans Français, organisation armée de la résistance communiste en France

- partout des tribunaux populaires procédant à des jugements et des exécutions sommaires contre les collaborateurs (près de 10 000 personnes exécutées, avec ou sans jugement pendant l'été 44)

1.2. Le rôle et l'attitude du P.C.F.

- ⇒ son attitude dans la résistance a effacé celle de 1939, et son prestige est important
 - ⇒ il garde ses organisations propres (Front National et FTP), s'attribue le nom de parti des 75000 fusillés (le double de tous les morts de la résistance ...) et cherche à s'approprier la résistance . Ce faisant, l'opinion qui tend à assimiler résistance et communisme, se détache de la résistance ...
 - ⇒ A son retour d'URSS⁵, Maurice Thorez, secrétaire général du P.C.F., décide fin 44 de jouer le jeu démocratique :
 - le P.C.F. ne tentera donc pas de prendre le pouvoir par la force
 - le 28 Octobre 44, avec l'appui de Thorez, ministre d'état, le G.P.R.F. décide la dissolution des milices patriotiques et leur intégration dans l'armée
- ⇒ *Le problème de l'ordre est désormais réglé et il revient , plus ou moins vite selon les régions*

2. Les élections municipales d'Avril-Mai 1945

= premier pas vers un retour à la légalité

3. Remplacer l'épuration spontanée par des tribunaux réguliers et cohérents

- ⇒ les tribunaux spontanés et révolutionnaires ont prononcé 10 à 40 000 condamnations (9000 morts environ)
- ⇒ des tribunaux officiels sont créés
 - = chambres civiques et Haute Cour de Justice
 - = 163 077 dossiers instruits : répartition des peines prononcées

mort	4 %
travaux forcés	8 %
réclusion	16 %
dégradation nationale	25 %
acquittement	17 %
non lieu	30 %

→ Pétain est jugé, condamné à mort et sa peine sera commuée en réclusion à perpétuité
→ Pierre Laval et Maurice Darnand seront exécutés, parmi d'autres.

- ⇒ l'épuration fut sévère dans les milieux intellectuels et chez les humbles, modérée parmi les fonctionnaires et notamment les hauts fonctionnaires, faible dans les milieux économiques et chez les nantis.

2°) Le Problème économique et social

a) La restructuration de l'économie

1. l'institution de la planification

- ⇒ création du Commissariat au Plan en 1946
 - mise en place d'une planification indicative et incitative
 - mission : élaborer un plan de reconstruction de l'économie française dévastée par la guerre
 - dirigé par Jean Monnet

2. les mesures de nationalisation à partir de Décembre 1944

⁵ M. Thorez, déserteur en 1939, s'est réfugié en URSS à Moscou où il a passé la guerre

- ⇒ dans la ligne du programme du CNR
- ⇒ constitution d'un secteur public permettant une intervention efficace de l'état dans l'économie
- ⇒ secteurs et entreprises concernées
 - les charbonnages
 - l'électricité et le gaz
 - Renault (Janvier 45)
 - SNECMA (Mai 45)
 - la radiodiffusion (Juin 45)
 - les transports aériens (Juin 45)
 - La Banque de France et 4 grandes banques de dépôt (Crédit Lyonnais, Société Générale, C.N.E.P⁶. et B.N.C.I⁷.
 - (la SNCF avait été créée sous le Front Populaire en 1937)

3. L'élan productif

- Dès Septembre 44, toutes les forces politiques et syndicales se lancent dans la « bataille de la production »
- Soutien actif des travailleurs grâce notamment à l'appui du P.C.F. et de la C.G.T.

b) Le problème monétaire

1. une situation inflationniste

- = inflation de pénurie
- + augmentation des dépenses budgétaires
- = diminution de l'encaisse
- = rythme de 50 à 60 % l'an

2. Des divergences de vues

- ⇒ Pour Mendès-France, ministre des finances, il faut mener une politique d'austérité pour résorber l'inflation
- ⇒ De Gaulle ne souhaite pas une politique de rigueur draconienne pour ne pas aggraver la situation sociale du plus grand nombre après des moments aussi difficiles sous l'occupation.
 - les prix et salaires restent en « liberté surveillée », mais ne sont pas bloqués
 - aucune ponction sur la masse monétaire n'est envisagée
- ⇒ conséquences :
 - faute d'avoir pu imposer ses vues au gouvernement, PMF démissionne le 18 Janvier 1945
 - l'inflation est maintenue, avec déséquilibre du commerce extérieur, dépréciation du franc et donc une dévaluation à la clé, avec en outre un emprunt de solidarité nationale

c) les mesures sociales et l'évolution des conditions sociales

1. Les syndicats

- ⇒ abolition de la Charte du travail et rétablissement des conventions collectives et des syndicats à l'exclusion du CGPF⁸ dont de nombreux membres avaient collaboré
- ⇒ des effectifs en augmentation

⁶ CNEP = Comptoir National d'Escompte de Paris

⁷ BNCI = Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie

⁸ CGPF = Conseil Général du Patronat Français

CGT	5.4 millions de membres
CFTC	0.7 million de membres
CGC ⁹	créée en Octobre 1944

2. augmentation des salaires

= +65 % en 1944 mais la pauvreté du marché crée un déséquilibre entre l'offre et la demande

3. Création des COMITES D'ENTREPRISE

- ⇒ Ordonnance du 22 Février 1945
 - concerne les établissements de plus de 100 employés
 - comité élu consulté tous les mois sur les conditions de travail et recevant un rapport annuel sur la marche de l'entreprise
 - gestion des œuvres sociales de l'entreprise
 - dans les établissements de plus de 500 personnes, le CE assiste au conseil d'administration et prend connaissance du bilan
- ⇒ mesure très importante de participation à la vie de l'entreprise

4. Création de la SECURITE SOCIALE (Octobre 45)

- ⇒ Le principe est posé d'une sécurité sociale couvrant toute la population, mais pour l'instant elle concerne 9 millions de salariés et leur famille et couvre les risques maladie, invalidité, accidents du travail
- ⇒ Gestion par les usagers, financement par cotisations patronales et ouvrières, et principe de solidarité
- ⇒ Mesure très importante pour la santé publique et l'égalité devant la santé

5. Une politique familiale et nataliste

- = allocations familiales
- = allocation de salaire unique
- = quotient familial pour l'impôt sur le revenu
- = réductions aux familles nombreuses
- = multiplication des centres de protection maternelle et infantile
- ⇒ Le baby-boom va se prolonger et permettre le rajeunissement de la France et son redressement démographique

6. création d'un statut du fermage et du métayage

- = protection de l'exploitant contre toute éviction injustifiée de la part du propriétaire
- = baux de longue durée possibles ; c'est un facteur de progrès agricole en même temps qu'une mesure sociale intéressante.

7. création d'un statut de la fonction publique

8. création de l'école Nationale d'Administration (E.N.A)

- objectif = former plus démocratiquement un corps homogène de hauts fonctionnaires
- recrutement sur concours donc selon la compétence

Conclusion partielle

Au total des réformes économiques et sociales nombreuses et fort importantes, témoignant de l'esprit de la Résistance, et telles que la France n'en avait jamais connu auparavant puisqu'elles sont largement plus radicales que celles de 1936.

⁹ CGC = Confédération Générale des Cadres

3°) Redonner à la France un rôle international.

a) des relations difficiles avec les USA

- ⇒ La France n'est pas représentée à la conférence de Yalta de Février 1945
- ⇒ De Gaulle, tenu à l'écart par Roosevelt, refuse de rencontrer celui-ci qui l'invite à Alger sur le chemin du retour de Yalta ... De Gaulle ne tolère pas qu'on l'invite dans un territoire qui est de plus sous souveraineté française !
- ⇒ Avec Truman, les choses ne s'arrangent pas, et pourtant la reconstruction ne peut pas se faire sans l'aide américaine.

b) renforcer l'effort militaire et faire participer la France à la victoire finale

- ⇒ un million d'hommes grâce à l'afflux des volontaires
- ⇒ une partie utilisée en appui des FFI pour assiéger les dernières « poches » de résistance allemandes qui ne cédèrent qu'au printemps sur l'Atlantique (Lorient ...)
- ⇒ l'autre partie est intégrée à la Première Armée sous le commandement de De Lattre de Tassigny.
- ⇒ Leclerc prend Strasbourg le 23 Novembre et s'y maintient en dépit de l'ordre allié au moment de la contre-offensive allemande de Décembre ; le serment de Koufra est tenu.
- ⇒ L'offensive se poursuit ensuite en Allemagne et en Autriche

Conséquence :

La France figure donc à la signature de la capitulation allemande le 8 Mai 1945 à Berlin et à la capitulation japonaise le 2 Décembre 1945 et disposera plus tard de zones d'occupation en Allemagne et en Autriche.

Conclusion :

BILAN de la GUERRE

Un bilan humain lourd :

630 000 morts sur le plan militaire

500 000 décès civils supplémentaires

100 000 de déficit des naissances

Un coût financier équivalent à celui de la première guerre mondiale : 80 milliards de francs-or, dont la moitié du fait des indemnités d'occupation prélevées par les allemands

Des dégâts matériels considérables, la guerre s'étant déroulée sur tout le territoire (estimation d'environ 60 milliards de francs or

Une atmosphère de guerre civile larvée régnant pendant l'occupation et la libération, qui explique les divisions et les rancunes profondes et durables ancrées parmi les français

La guerre était gagnée, mais on sentait bien que la France avait été sauvée par les alliés et qu'elle n'était plus aussi souveraine qu'autrefois ; on devinait, les problèmes sans vouloir les regarder en face ; on sortait d'un cauchemar pour s'enfermer dans un rêve ...

TABLE DES MATIERES

I. LA DEFAITE FRANCAISE ET L'INSTALLATION DU REGIME DE VICHY : SEPTEMBRE 39 – DECEMBRE 1940.....	1
A. LA FRANCE VAINCUE ET TRAUMATISEE : SEPTEMBRE 39-JUIN 1940.....	1
1°) La « drôle de guerre » : Passivité alliée de septembre 1939 à Mai 1940.....	1
a) Les causes.....	1
b) l'inactivité n'est cependant pas totale.....	2
c) conséquences de cette « drôle de guerre ».....	2
2°) La bataille de France : la débâcle (Mai-Juin 1940).....	3
a) Des conceptions stratégiques opposées.....	3
b) Une nouvelle guerre-éclair et l'effondrement de la France en 37 jours.....	3
3°) Les conséquences politiques et militaires de la défaite.....	4
a) L'arrivée au pouvoir du Maréchal Pétain.....	4
b) L'acte de naissance de la Résistance française autour de De Gaulle.....	4
c) L'armistice de Rethondes.....	5
d) Mers-El-Kebir : 3 Juillet 1940.....	5
B. LA FIN DE LA III^{EME} REPUBLIQUE ET LA FONDATION DE L'ETAT FRANCAIS.....	5
1°) La chute de la III ^{ème} République.....	5
a) Vichy, nouvelle capitale.....	5
b) la mort de la III ^{ème} République.....	6
2°) La mise en place du régime de Vichy et la Révolution Nationale.....	6
a) Trois nouveaux dirigeants.....	6
b) La « Révolution Nationale ».....	7
c) Une politique de réaction et d'exclusion.....	8
3°) Politique extérieure.....	9
a) avec l'Allemagne, amorce de collaboration.....	9
b) avec les anglo-saxons.....	10
C. LES DEBUTS TRES DIFFICILES DE LA RESISTANCE.....	10
1°) En France, l'opinion se dégage lentement du traumatisme de Juin.....	10
a) les facteurs défavorables à l'organisation de la résistance.....	10
b) quelques facteurs favorables cependant.....	10
c) de rares mais courageuses manifestations de résistance.....	11
2°) A Londres, De Gaulle a encore peu d'audience.....	11
a) Churchill et De Gaulle.....	11
b) L'organisation des « Forces Françaises Libres » (FFL).....	11
c) Les relations avec la France métropolitaine sont d'abord limitées.....	11
II. LA FRANCE SOUS L'OCCUPATION.....	13
A. LA DEGRADATION DES CONDITIONS DE VIE DES FRANCAIS SOUS L'OCCUPATION...13	13
1°) Les villes sont particulièrement touchées.....	13
a) Les problèmes de ravitaillement.....	13
b) Dégradation de la situation sanitaire et démographique.....	13
c) Climat d'insécurité.....	13
2°) Les campagnes souffrent moins.....	14
B. VICHY ET LA COLLABORATION.....	14
1°) Les nouvelles conditions de l'année 1942.....	14
2°) Les formes de la collaboration.....	14

- a) La collaboration idéologique 14
- b) la collaboration économique..... 14
- c) La collaboration administrative et politique : le déshonneur et la honte..... 15
- d) La collaboration militaire 15

C. ORGANISATION ET DEVELOPPEMENT DE LA RESISTANCE.16

- 1°) Les hommes de l'ombre : la résistance intérieure 16
 - a) Les caractères de la résistance intérieure clandestins 16
 - b) Difficultés et problèmes de la Résistance intérieure..... 17
- 2°) De Gaulle, l'homme de Londres, et la Résistance du dehors..... 17
 - a) De Gaulle se veut l'incarnation de la France et de la Résistance 17
 - b) De Gaulle tente de mettre de l'ordre dans les mouvements de résistance..... 18
 - c) Les problèmes qui se posent à De Gaulle 18
- 3°) La Résistance renforcée devient un pouvoir de substitution à Vichy..... 18
 - a) Les Premières étapes de l'unification des mouvements de résistance 18
 - b) Deux organes décisifs 19

III. LA FRANCE LIBERÉE : DU DEBARQUEMENT D'AFRIQUE DU NORD A LA CAPITULATION ALLEMANDE 20

A. LE DEBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD ET L'AFFRONTEMENT DE GAULLE-GIRAUD20

- 1°) Le débarquement en Afrique du Nord : 8 Novembre 1942 20
 - a) Les opérations..... 20
 - b) Les conséquences immédiates du débarquement en Afrique du nord 20
 - c) L'affrontement De Gaulle – Giraud 20

B. DU DÉBARQUEMENT DE NORMANDIE A LA LIBERATION DE PARIS.21

- 1°) Le succès du débarquement allié en Normandie et des raisons 21
 - a) L'importance des moyens mis en œuvre 21
 - b) Surprise et divergences du commandement allemand..... 21
 - c) un rôle important de la résistance..... 22
- 2°) Le soulèvement des maquis précède et accompagne les débarquements 22
 - a) Rôle des maquis 22
 - b) Une répression allemande sanglante et horrible..... 22
- 3°) L'avance des Alliés..... 22
 - a) A partir de la Normandie 22
 - b) A partir de la Provence..... 22
 - c) la libération de Paris..... 22

C. LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU GENERAL DE GAULLE JUSQU'A LA FIN DE LA GUERRE.....23

- 1°) Le problème du pouvoir 23
 - a) première préoccupation : éviter la tutelle américaine sur la France..... 23
 - b) L'effacement progressif de la Résistance 24
 - c) Les menaces révolutionnaires et le rétablissement de l'ordre. 24
- 2°) Le Problème économique et social 25
 - a) La restructuration de l'économie..... 25
 - b) Le problème monétaire..... 26
 - c) les mesures sociales et l'évolution des conditions sociales..... 26
- 3°) Redonner à la France un rôle international. 28
 - a) des relations difficiles avec les USA 28
 - b) renforcer l'effort militaire et faire participer la France à la victoire finale 28